

RCS : NANTES Code greffe : 4401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 03438 Numéro SIREN : 903 117 901 Nom ou dénomination : 42 MINUTES
--

Ce dépôt a été enregistré le 14/09/2021 sous le numéro de dépôt 16551



BNP PARIBAS, S.A. au capital de 2 499 597 122 euros dont le siège social est à PARIS (75009), 16 Boulevard des Italiens, immatriculée sous le n° 662 042 449 - RCS PARIS - identifiant CE FR76662042449 - ORIAS n° 07 022 735, représentée par Caroline TROUILLAUD soussigné(e),

atteste par la présente :

- que le compte ouvert sur les livres de son agence de NANTES ZOLA au nom de la société en formation 42 MINUTES société par actions simplifiée au capital de 15 000 euros, dont le siège social est fixé :
35 RUE DU PLESSIS LA MUSSE
44100 NANTES,
- avec pour objet Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion , est créateur de la somme de 8 500 euros, représentant 100,00 % du capital libéré de cette société,
- que cette somme est indisponible jusqu'à justification de l'immatriculation de ladite société au Registre du Commerce et des Sociétés,
- qu'elle est en possession d'une liste comportant les nom, prénoms et domicile (ou dénomination, forme et siège social) des souscripteurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux.

Une photocopie de cette liste, certifiée conforme par ses soins, se trouve jointe à la présente attestation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit à NANTES

le 02.09.2021

Prénom, nom du signataire

Caroline

TROUILLAUD



« 42 MINUTES »

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

1) Madame Sabrina BOUCHENAFFER

Née le 20 février 1982 à VILLEURBANNE (69).

Demeurant au 35 rue du Plessis de la Musse – 44100 NANTES.

De nationalité Française.

Mariée avec Monsieur Cyril CLERGEAU sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée le 16 mars 2012 à la Mairie de NANTES (44).

Agissant à titre personnel.

7 500 actions représentant un apport en numéraire de 7 500 € libéré en intégralité à la constitution.

2) Monsieur Alban MASSE

Né le 3 juillet 1986 à RONCQ (59)

Demeurant au 6 chemin du rochot – 44380 PORNICHET

De nationalité Française.

Marié avec Madame Charlotte GUIBOURGE, sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts suivant contrat de mariage reçu par Maître Michael DANJOU, Notaire à LILLE, en date du 8 août 2013, préalable à leur union célébrée le 8 août 2013 à la Mairie de LANCIEUX (22).

Agissant à titre personnel.

7 500 actions représentant un apport en numéraire de 1 000 € libéré en intégralité à la constitution et un apport en nature de 6 500 € libéré en intégralité à la constitution.

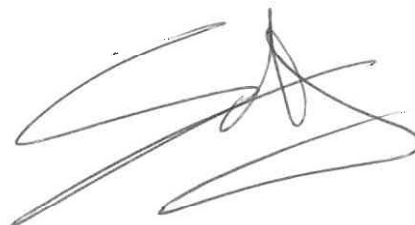
Certifiée exact, sincère et véritable par Madame Sabrina BOUCHENAFFER et Monsieur Alban MASSE, associés de 42 MINUTES, SAS, en cours d'immatriculation.

A NANTES, le 7 septembre 2021,

M. Alban MASSE



Mme Sabrina BOUCHENAFFER



42 MINUTES

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 15 000 Euros

Siège social : 35 rue du Plessis de la Musse

44100 NANTES

ACTE CONSTITUTIF

ARTICLE 1er - FORME

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée : **42 MINUTES**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- Toutes prestations de service de conseil en organisation, management, stratégie commerciale, gestion, ressources humaines et marketing des entreprises, sociétés et de toutes autres entités ;
- Toutes activités de formation en rapport avec les activités susmentionnées ;
- L'accompagnement individuel et collectif, le développement personnel et coaching ;
- Toutes activités connexes se rapportant à celles indiquées ;
- La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire, connexe ou complémentaire.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 – SIÈGE

Le siège de la société est fixé au **35 rue du Plessis de la Musse – 44100 NANTES**.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

6.1. Apport en nature

Monsieur Alban MASSE apporte en pleine propriété à la Société sous les garanties ordinaires et de droit, les éléments incorporels suivant :

- La propriété et la jouissance entière et sans réserve de la marque verbale Française « 42 minutes » déposée le 7 septembre 2020 pour des produits et services des classes 35-38 et 41 (selon les restrictions qui lui sont particulièrement applicables) et les fichiers y attachés – ci-après annexé l'extrait INPI correspondant. Lequel apport est estimé d'un commun accord entre les associés à la somme de 500 €.
- La propriété intellectuelle et matérielle de la totalité des éléments constitutif du site internet <https://42minutes.fr/> dans l'ensemble de ses composants sans restriction ni réserve (notamment composants informatiques, chartes graphiques, son contenu et nom de domaine). Lequel apport est estimé d'un commun accord entre les associés à la somme de 4 500 €.
- La propriété intellectuelle et matérielle de la totalité des éléments constitutif du podcast <https://podcast.ausha.co/42-minutes> dans l'ensemble de ses composants sans restriction ni réserve (notamment composants informatiques, chartes graphiques, son contenu et nom de domaine). Lequel apport est estimé d'un commun accord entre les associés à la somme de 1 500 €.

En rémunération de ces apports évalués globalement à la somme de 6 500 Euros, M. Alban MASSE se voit attribuer 650 actions de 10 Euros de valeur nominale, intégralement libérées.

Il est ici précisé que par application des dispositions de l'article L227-1 du code de commerce, les associés décident à l'unanimité, par la signature des présentes, de ne pas recourir à un commissaire aux apports pour l'évaluation de ces apports en nature compte tenu de ce que la valeur d'aucun apport en nature n'excède le seuil prévu par la loi et que la valeur totale de l'ensemble des apports non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital social. Les associés se déclarent suffisamment éclairés sur lesdits apports.

6.2. Apports en numéraire

Monsieur Alban MASSE apporte à la société une somme en numéraire de MILLE EUROS (1 000 €). En rémunération de cet apport, Monsieur Alban MASS se voit attribuer 100 actions de 10 Euros de valeur nominale, intégralement libérées.

Madame Sabrina BOUCHENAFFER apporte à la société une somme en numéraire de SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (7 500 €). En rémunération de cet apport, Madame Sabrina BOUCHENAFFER se voit attribuer 750 actions de 10 Euros de valeur nominale, intégralement libérées.

En application de l'article 1434 du code civil, Madame Sabrina BOUCHENAFFER déclare que cet apport provient exclusivement de ses deniers propres (détenus préalablement à son mariage) pour lui tenir lieu de emploi. Les actions de la société qui seront ainsi obtenues en contrepartie de l'apport en numéraire seront par emploi des biens propres également, la valeur des titres ne tombant pas dans la communauté, ce dont son conjoint, Monsieur Cyril CLERGEAU a été dument informé préalablement aux présentes.

6..3 Récapitulatif des apports

L'ensemble des apports effectués à la Société qui forment le capital social s'élève à la somme de **QUINZE MILLE EUROS (15 000 €)** représentant :

- ♦ Les apports en numéraire pour un montant total de HUIT MILLE CINQ CENTS EUROS (8 500 €).
- ♦ Les apports en nature évalués pour un montant total de SIX MILLE CINQ CENTS EUROS (6 500 €).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **QUINZE MILLE (15 000) euros**.

Il est divisé en 1 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros chacune de même catégorie.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs associés nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie sur décision collective extraordinaire des associés et dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les associés déterminent, par une décision extraordinaire, les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

La collectivité des associés est compétente pour augmenter le capital par décision extraordinaire. Elle peut déléguer cette compétence au président de la société dans les conditions et limites prévues par la loi. Lorsqu'elle décide l'augmentation de capital, elle peut aussi déléguer au président de la société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Sous réserve de l'exception prévue par la loi, les associés ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription comme la renonciation individuelle d'un associé à ce droit sont soumises aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. La collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription des associés dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés à l'unanimité des associés, ou à défaut, par le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La collectivité des associés peut aussi par décision extraordinaire augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par une décision extraordinaire des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision extraordinaire des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du président de la société aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'associé qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le président de la société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par décision extraordinaire des associés.

La société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision extraordinaire des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 14 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les six jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société est signé par le cédant ou son mandataire.

14.1. Préemption

Toutes les cessions d'actions, sauf celles entre associés ou au bénéfice d'une société dont la majorité des droits de vote et droits financiers ainsi que la direction est détenue par un associé, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions définies au présent article.

14.1.1. L'associé cédant notifie au Président de la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec avis de réception, son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;
- l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de soixante (60) jours à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'associé cédant pourra réaliser librement ladite cession sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article « Agrément » ci-dessous.

14.1.2. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au Président dans le délai de soixante (60) jours au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visée au point 14.1.1. ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

14.1.3. A l'expiration des délais précités, le Président notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec avis de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

14.1.4. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de trois (3) mois à compter de la réception de la notification du projet de cession visée au point 14.1.1, contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

14.2. Agrément

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire, sauf s'il est déjà associé ou s'il s'agit d'une société dont la majorité des droits de vote et droits financiers ainsi que la direction est détenue par un associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus, faire acquérir les titres, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet.

La société peut également racheter, avec l'accord du cédant, les titres de capital. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé par décision de justice à la demande de la société, l'achat ou le rachat des valeurs mobilières n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est considéré comme donné.

ARTICLE 15 - INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les décisions ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions extraordinaires.

Le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives et ce quel que soit le titulaire du droit de vote.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

La possession d'un titre de capital emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

Toutefois, la société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme ne faisant pas appel public à l'épargne, exclus du vote par la loi seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf stipulation contraire des présents statuts. Sont ainsi notamment exclus du vote l'apporteur en nature, le bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque les associés délibèrent, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

ARTICLE 17 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ – DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et qui peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

Le président de la société est désigné pour une durée limitée ou non, par décision collective ordinaire des associés.

Le président de la société peut résilier ses fonctions en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision collective ordinaire des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, tout associé provoque une décision collective à seule fin de procéder à son remplacement.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales, les présents statuts à la collectivité des associés et le cas échéant les dispositions extra-statutaire.

A titre de règle interne, inopposable aux tiers, le président de la société ne peut, sans l'autorisation de la collectivité des associés, dont l'accord pourra être formalisé soit par décision ordinaire des associés, soit par email avec accusé de réception par chacun des associés, prendre les décisions suivantes :

- ♦ contracter des emprunts à l'exception des découverts en banque ou des dépôts consentis par des associés,
- ♦ effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,
- ♦ constituer des sûretés, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- ♦ participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,
- ♦ prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

Sur proposition du président de la société, le ou les directeurs généraux sont désignés par décision collective ordinaire des associés, pour une durée limitée ou non.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, ils conservent, sauf décision contraire des associés, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le ou les Directeurs Généraux assume(nt) sous sa (leur) responsabilité, la Direction de la société.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article et les dispositions extra-statutaires au président de la société, à l'exclusion d'une part des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles et, d'autre part, du pouvoir de provoquer les décisions collectives.

Le directeur général a donc le pouvoir de diriger, gérer ou d'engager à titre habituel la société. Il veille au bon fonctionnement des organes sociaux.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la société.

Le président de la société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par décision collective ordinaire des associés.

S'il existe un Comité social et économique au sein de la société, ses délégués exercent les droits prévus aux articles L 2312-72 et L 2312-77 du Code du travail exclusivement auprès du président de la société.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes s'il en existe un, ou si sa mission l'en dispense, le président de la société, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société et aux dirigeants, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale président de la société ou directeur général. Elle s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

En application des dispositions légales et réglementaires, la société peut être tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes. Le contrôle de la société est alors exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Lorsque la nomination d'un commissaire aux comptes demeure facultative, elle peut toutefois résulter :

- d'une nomination volontaire de la société
- d'une demande en justice émanant d'un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.
- d'une demande d'un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital.

Le ou les commissaires aux comptes sont désignés par décision collective ordinaire des associés. Ils sont convoqués à toutes les assemblées des associés en même temps que ceux-ci et avisés à la diligence du président de la société de toutes autres décisions collectives.

ARTICLE 20 - OBJET DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou spéciales.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts y compris, toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ainsi que les opérations suivantes :

- ♦ l'émission d'obligations,
- ♦ l'agrément préalable des cessions et transmissions de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Les décisions spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres décisions sont ordinaires.

Les assemblées des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission. Ces assemblées ne délibèrent valablement que si les titulaires concernés, présents ou représentés, possèdent au moins sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des valeurs mobilières donnant accès au capital. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

ARTICLE 21 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions collectives des associés peuvent être prises en assemblée, par voie de consultation écrite ou par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.
2. L'assemblée est convoquée **huit (8) jours** au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée est présidée par le président de la société à condition qu'il soit associé. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est émarginée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Sont aussi réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et conforme à la réglementation en vigueur, lorsque la présidence décide l'utilisation de tels moyens de participation antérieurement à la convocation de l'assemblée.

3. En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.
4. S'il existe un comité social et économique, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date où doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente-cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité social et économique dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité social et économique dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

5. Tout associé a droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte.

Il peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé.

6. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolution mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le président de la société ou un directeur général ayant la qualité d'associé. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

ARTICLE 22 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :
 - ♦ modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées aux articles L 227-13 et L 227-17 du Code de Commerce requérant l'unanimité à ce titre
 - ♦ augmentation de l'engagement des associés,
 - ♦ changement de la nationalité de la société.
2. Sous ces réserves, les décisions collectives ordinaires et extraordinaires sont prises à la **majorité des deux tiers** des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.
3. Les décisions spéciales sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions ayant le droit de vote.
4. Les décisions prises en violation des règles de quorum et/ou de majorité susvisées sont nulles.

ARTICLE 23 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes s'il en existe un, le rapport de gestion le cas échéant, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date où ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que le rapport du commissaire aux comptes si la société en est dotée et des commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} ^{janvier} ~~septembre~~ et finit le 31 ^{décembre de la même année.} ~~août de l'année suivante.~~ SC
AN

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit, le cas échéant, un rapport de gestion.

Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du commissaire aux comptes s'il en existe un, un mois au moins avant la date à partir de laquelle les associés peuvent exercer leur droit d'information.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du président de la société peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le président de la société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 26 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par les associés ou, à défaut, par le président de la société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président de la société.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président de la société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 28 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réunion en une seule main de tous les titres de capital n'entraîne pas la dissolution de la société. La société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

ARTICLE 29 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par dispositions légales.

La dissolution met fin aux mandats des dirigeants sauf à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes si la société en est dotée.

Les associés nomment par une décision collective ordinaire un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le président de la société doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément. Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent provoquer une décision collective ordinaire des associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés par une décision collective ordinaire statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de faire statuer les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre tous les titres de capital, conformément à l'article « *Droits et obligations attachés aux titres de capital* ».

ARTICLE 30 - APPORTS

Toutes les actions d'origine représentant des apports en nature et de numéraire ont été libérées intégralement.

La somme totale versée par les associés correspondant aux apports en numéraire, soit HUIT MILLE CINQ CENTS EUROS (8 500 €) a été déposée pour le compte de la société en formation auprès de la banque BNP PARIBAS qui a délivré à la date du 2 septembre 2021 le certificat prescrit par la loi, sur présentation de la liste des associés, mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, annexé ci-après.

ARTICLE 31 - PERSONNES INTERVENANT A L'ACTE CONSTITUTIF

1) Madame Sabrina BOUCHENAFFER

Née le 20 février 1982 à VILLEURBANNE (69).

Demeurant au 35 rue du Plessis de la Musse – 44100 NANTES.

De nationalité Française.

Mariée avec Monsieur Cyril CLERGEAU sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée le 16 mars 2012 à la Mairie de NANTES (44).

Agissant à titre personnel.

2) Monsieur Alban MASSE

Né le 3 juillet 1986 à RONCQ (59)

Demeurant au 6 chemin du rochet – 44380 PORNICET

De nationalité Française.

Marié avec Madame Charlotte GUIBOURGE, sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts suivant contrat de mariage reçu par Maître Michael DANJOU, Notaire à LILLE, en date du 8 août 2013, préalable à leur union célébrée le 8 août 2013 à la Mairie de LANCIEUX (22).

Agissant à titre personnel.

ARTICLE 32 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT ET DIRECTEUR GENERAL DE LA SOCIETE

Le premier président de la Société est Monsieur Alban MASSE, né le 3 juillet 1986 à RONCQ (59), demeurant au 6 chemin du rochet – 44380 PORNICET, soussigné, qui déclare, par la signature des présentes, accepter cette fonction.

Il est nommé pour une durée illimitée. Sa rémunération est fixée par acte séparé.

Madame Sabrina BOUCHENAFFER, née le 20 février 1982 à VILLEURBANNE (69) demeurant au 35 rue du Plessis de la Musse – 44100 NANTES, soussignée, est nommée aux fonctions de **Directeur Général de la société**. Celle-ci déclare par la signature des présentes, accepter cette fonction.

Elle est nommée pour une durée illimitée. Sa rémunération est fixée par acte séparé.

ARTICLE 33 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - PERSONNALITE MORALE - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le premier exercice social sera clos le 31 ^{AN}août 2022. En outre, les actes souscrits pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état des actes accomplis à ce jour, pour le compte de la société en formation, est annexé aux présents statuts tel qu'il a été présenté aux associés.

Les associés donnent mandat à Monsieur Alban MASSE, associé, de prendre pour le compte de la société les engagements déterminés suivants :

- Signature d'une attestation de domiciliation

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La reprise de tous autres engagements souscrits pour le compte de la société en formation ne peut résulter, après l'immatriculation de la société, que d'une décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 34 - FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

ARTICLE 35- PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité sont effectuées à la diligence du président de la société.

Maître Morgane ROCHEREAU, Avocate, est spécialement mandatée pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à NANTES, le 7 septembre 2021,
En trois exemplaires originaux,

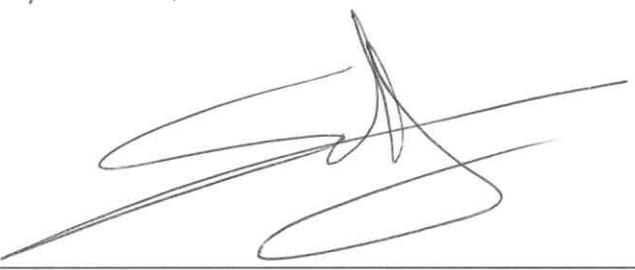
M. Alban MASSE

(Bon pour acceptation de mon mandat de Président)

Bon pour acceptation de mandat de président

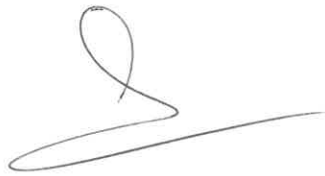

Mme Sabrina BOUCHENAFFER

(Bon pour acceptation de mon mandat de Directeur Général)

Bon pour acceptation de mon mandat de Directeur Général


**ETAT DES ACTES ET ENGAGEMENTS PASSES
POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION
« 42 MINUTES »
AVANT LA DATE DE SIGNATURE DES STATUTS**

- ♦ Ouverture d'un compte de blocage du capital social

A handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke.A handwritten signature in black ink, featuring a complex, stylized shape with multiple loops and a long horizontal tail.

« 42 MINUTES »

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

1) Madame Sabrina BOUCHENAFFER

Née le 20 février 1982 à VILLEURBANNE (69).

Demeurant au 35 rue du Plessis de la Musse – 44100 NANTES.

De nationalité Française.

Mariée avec Monsieur Cyril CLERGEAU sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée le 16 mars 2012 à la Mairie de NANTES (44).

Agissant à titre personnel.

7 500 actions représentant un apport en numéraire de 7 500 € libéré en intégralité à la constitution.

2) Monsieur Alban MASSE

Né le 3 juillet 1986 à RONCQ (59)

Demeurant au 6 chemin du rochot – 44380 PORNICHET

De nationalité Française.

Marié avec Madame Charlotte GUIBOURGE, sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts suivant contrat de mariage reçu par Maître Michael DANJOU, Notaire à LILLE, en date du 8 août 2013, préalable à leur union célébrée le 8 août 2013 à la Mairie de LANCIEUX (22).

Agissant à titre personnel.

7 500 actions représentant un apport en numéraire de 1 000 € libéré en intégralité à la constitution et un apport en nature de 6 500 € libéré en intégralité à la constitution.

Certifiée exact, sincère et véritable par Madame Sabrina BOUCHENAFFER et Monsieur Alban MASSE, associés de 42 MINUTES, SAS, en cours d'immatriculation.

A NANTES, le 7 septembre 2021,

M. Alban MASSE



Mme Sabrina BOUCHENAFFER





BNP PARIBAS, S.A. au capital de 2 499 597 122 euros dont le siège social est à PARIS (75009), 16 Boulevard des Italiens, immatriculée sous le n° 662 042 449 - RCS PARIS - identifiant CE FR76662042449 - ORIAS n° 07 022 735, représentée par Caroline TROUILLAUD soussigné(e),

atteste par la présente :

- que le compte ouvert sur les livres de son agence de NANTES ZOLA au nom de la société en formation 42 MINUTES société par actions simplifiée au capital de 15 000 euros, dont le siège social est fixé :
35 RUE DU PLESSIS LA MUSSE
44100 NANTES,
- avec pour objet Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion , est créateur de la somme de 8 500 euros, représentant 100,00 % du capital libéré de cette société,
- que cette somme est indisponible jusqu'à justification de l'immatriculation de ladite société au Registre du Commerce et des Sociétés,
- qu'elle est en possession d'une liste comportant les nom, prénoms et domicile (ou dénomination, forme et siège social) des souscripteurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux.

Une photocopie de cette liste, certifiée conforme par ses soins, se trouve jointe à la présente attestation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit à NANTES

le 02.09.2021

Prénom, nom du signataire

Caroline TROUILLAUD

